



APC : La scène canadienne

Nouveaux présidents à Québec et en Saskatchewan

Québec

Né à Saint-Eustache dans la région de Montréal, le 3 janvier 1950, **Jean-Pierre Charbonneau** est diplômé en sciences sociales du Cégep Ahuntsic et détient un baccalauréat en criminologie de l'Université de Montréal.

De 1968 à 1976, il est journaliste pour les revues *Quartier Latin*, *Vie et Carrière-Actualité* et *Point de Mire*, pour les quotidiens *Le Devoir* et *La Presse*, et pour les stations radiophoniques montréalaises CKAC et CKVL. Spécialisé en journalisme d'enquête, il signe de nombreux reportages sur le monde interlope québécois et la corruption policière et politique. En 1975, il publie *La filière canadienne*, un ouvrage sur le crime organisé et le trafic international de la drogue, qui lui vaut le prix Beccaria décerné par la Société de criminologie du Québec. Il est consultant et conseiller spécial à la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) en 1976. De 1973 à 1976, il est coresponsable des camps de formation de journalistes étudiants pour le Collège Bois-de-Boulogne de Montréal et la Presse étudiante nationale du Québec. Il est



Jean-Pierre Charbonneau

auparavant vice-président du Syndicat des journalistes du Devoir.

Élu député du Parti Québécois dans Verchères, le 15 novembre 1976. Il est réélu en 1981 et en 1985. Il est président du caucus des députés de la Montérégie en 1977 et en 1978. Il est membre du Conseil exécutif national du Parti Québécois de 1979 à 1981,

président de la Commission parlementaire spéciale sur la protection de la jeunesse en 1981-1982, responsable de la création du Mouvement étudiant pour le OUI lors du référendum de 1980, puis du Secrétariat permanent à la jeunesse. Du 9 mars 1983 au 15 mars 1984, il est adjoint parlementaire du Premier ministre René Lévesque. Il est président de la Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre du 15 mars 1984 au 23 octobre 1985 et président de la Commission de l'économie et du travail, du 11 février 1986 au 30 juin 1989.

Son engagement politique l'amène, dès 1978, à publier, en collaboration avec Gilbert Paquette, député de Rosemont, un livre intitulé *L'Option* portant sur le projet politique du Parti Québécois. Il intervient également dans le débat public sur l'avenir du Québec par la publication de nombreux articles sur le sujet. En novembre 1990, il témoigne devant la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir politique du Québec.

À partir de l'été 1988, il agit comme coordonnateur du projet Afrique du Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal à titre de chercheur associé. Dans le cadre de ce projet de

Erratum : Dans le numéro précédent, il avait été indiqué que la Conférence interparlementaire sur le libre-échange qui réunira à Québec des représentants du Canada, du Mexique, des États-Unis et de certains autres pays, se tiendrait en 1996. En fait, elle aura lieu à l'automne de 1997.

coopération, il dirige une mission d'étude de faisabilité au Zaïre et au Rwanda, en janvier 1989. Il démissionne comme député de Verchères le 30 juin 1989 pour oeuvrer en Afrique, sur le plan de l'aide internationale. De juin 1989 à février 1991, il est responsable du programme de coopération volontaire de l'Organisation canadienne pour la solidarité et le développement (OCSD) au Rwanda, au Zaïre et au Burundi.

De 1990 à 1994, il devient coanimateur de l'émission d'affaires publiques Point de vue à la station radiophonique CKVL et chroniqueur à l'hebdomadaire L'Oeil Régional de la Vallée-du-Richelieu. De plus, il s'engage dans différentes causes humanitaires. Il est notamment membre d'Oxfam-Québec et d'Amnistie internationale. De mai 1992 à janvier 1994, il est président et responsable de l'opération de sauvetage et de relance d'Oxfam-Québec, organisme québécois de coopération internationale et d'aide humanitaire.

Élu député de la nouvelle circonscription de Borduas aux élections générales du 12 septembre 1994, il est vice-président de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation et membre de la Commission des institutions. Il est nommé membre du Comité aviseur du vice-premier ministre et ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. Il est également élu vice-président de la Commission permanente de la coopération et du développement de l'Assemblée internationale des Parlementaires de langue française. En janvier 1995, le Conseil des ministres lui confie la mission de diriger la délégation québécoise à la Conférence des ministres de la

Jeunesse et des Sports des pays francophones, au Bénin, en Afrique de l'Ouest.

Le 12 mars 1996, il est élu Président de l'Assemblée nationale du Québec. Sur le plan international, il est Vice-président de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF). Il est aussi Président de l'Eastern Regional Conference du Council of State Governments (ERC/CSG), Président de la section du Québec de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française et de la section du Québec de l'Association parlementaire du Commonwealth.

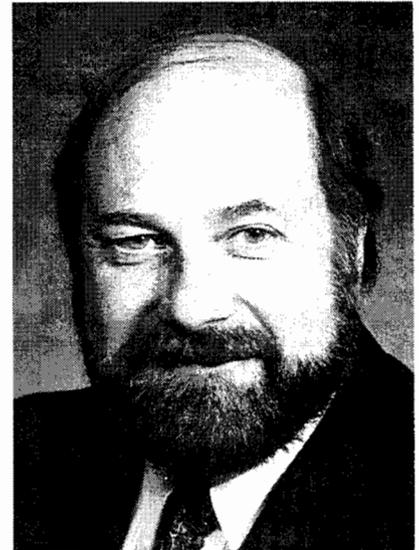
Il est Président de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et Président honoraire de l'Amicale des Anciens Parlementaires du Québec.

Adeptes passionnés des arts martiaux depuis de nombreuses années, il enseigne le Tai Ji Chuan de 1991 à 1995. De 1986 à 1989, il est successivement vice-président et président du Conseil d'administration de l'Association de Karaté japonais du Québec, de la Confédération des associations de Karaté-do du Québec et de la Fédération québécoise de Karaté.

Saskatchewan

Le nouveau président en Saskatchewan est **Glenn Hagel**. M. Hagel a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative en 1986. Alors député de l'opposition, il a réussi à faire désigner le 28 avril en Saskatchewan journée officielle de deuil pour les travailleurs blessés ou tués au travail.

Il a été réélu en 1991, puis en 1995. Durant la législature précédente, il était vice-président des comités et présidait le Comité spécial de la



Glenn Hagel

sécurité au volant. Il était aussi président du caucus du gouvernement et membre du Comité de régie interne et du Comité de la planification et des priorités du gouvernement.

Conférence régionale de l'APC

La 35^e Conférence régionale de l'APC se tiendra à Winnipeg du 27 juillet au 2 août 1996. Quelque 100 législateurs de tout le Canada y participeront. Une séance spéciale sera consacré à l'avenir du Commonwealth. Les points à l'ordre du jour seront notamment les suivants :

- Législation visant l'équilibre du budget
- Perception du public de ses élus
- Autodétermination des autochtones
- Révision de la Charte (1997)
- Jeux commandités par le gouvernement
- Restructuration du système d'éducation
- La technologie dans les assemblées législatives.